



Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONCTIONNEMENT
DU FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES ET
LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

1 PRÉSENTATION

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF)² est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à appliquer les normes, directives et recommandations internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux et, partant, à obtenir et à maintenir un accès aux marchés.

1.2. Le STDF est un mécanisme de coordination et un mécanisme de financement. Dans le cadre de son rôle de coordination, il sensibilise, identifie et diffuse les bonnes pratiques, et renforce la collaboration dans le domaine du renforcement des capacités SPS. Les sections deux à cinq du présent document présentent les travaux récents réalisés par le Fonds dans le cadre de son rôle de coordination. En tant que mécanisme de financement, le STDF accorde des dons pour des projets et soutient les requérants dans l'élaboration de projets SPS grâce à des dons pour l'élaboration de projets (DEP). Des renseignements sont fournis dans les sections six et sept du présent document. L'annexe 1 contient un bref aperçu des projets en cours et des dons pour l'élaboration de projets du STDF.

1.3. Les délégués qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur le STDF sont invités à en consulter le site Web et à s'abonner à sa liste de diffusion électronique.³ La prochaine réunion du Groupe de travail du STDF se tiendra les 14 et 15 mars 2016.

**2 ÉTABLIR DES PRIORITÉS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE SPS
POUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS – SÉANCE D'INFORMATION**

2.1. Les pays en développement sont confrontés à une très forte demande de renforcement de leurs capacités SPS dans le cadre d'objectifs nationaux de politique économique et sociale plus larges, y compris la volonté d'accroître les exportations de produits agroalimentaires. Dans la plupart des cas, les ressources à la disposition des gouvernements dans les budgets nationaux et auprès des donateurs et/ou des entreprises privées ne suffisent pas à répondre à tous les besoins identifiés, en particulier lorsque les capacités SPS existantes axées sur les exportations sont faibles. Cela impose de faire des choix difficiles entre des investissements concurrents, tous susceptibles de procurer des avantages appréciables, par exemple en termes de résultats à l'exportation, de productivité agricole et/ou de protection de la santé. Le STDF a élaboré un cadre pour contribuer à éclairer et à améliorer les processus de planification et de prise de décision dans le domaine SPS. Le cadre – intitulé "**Priorités en matière d'investissements dans le domaine**

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² Le STDF a été établi par la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'OMC.

³ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr>.

SPS pour l'accès aux marchés" (P-IMA)⁴ – vise à guider les décisions d'investissement dans le domaine du renforcement des capacités SPS.

2.2. Le STDF organisera une séance d'information sur ce cadre P-IMA le **mercredi 16 mars 2016** de **13 heures à 14 heures** au siège de l'OMC à Genève (des sandwiches seront proposés devant la salle de réunion à partir de 13 heures, avant le début de la séance). L'objectif de cette séance d'information est de présenter brièvement le nouveau guide de l'utilisateur du cadre P-IMA et de partager l'expérience des pays ayant utilisé cette approche. Une nouvelle note de synthèse du STDF consacrée au cadre P-IMA est disponible sur le site Web du Fonds.⁵

3 MISE EN ŒUVRE DES MESURES SPS POUR FAVORISER UN COMMERCE SÛR – RAPPORT SUR L'AFRIQUE AUSTRALE

3.1. Un nouveau rapport intitulé "The Implementation of SPS Measures to Facilitate Safe Trade: Selected Practices and Experiences in Malawi, South Africa and Zambia" (mise en œuvre des mesures SPS pour favoriser un commerce sûr: sélection de pratiques et d'expériences mises en œuvre en Afrique du Sud, au Malawi et en Zambie) peut être consulté sur le site Web du Fonds.⁶ Il s'intéresse à la manière dont les mesures SPS sont mises en œuvre concrètement en Afrique du Sud, au Malawi et en Zambie pour un certain nombre de produits sélectionnés. On y recense les options et les bonnes pratiques qui permettraient de réduire les coûts de transaction liés aux mesures SPS tout en renforçant la protection sanitaire. Le rapport avance un certain nombre de recommandations propres à chaque pays, ainsi que plusieurs recommandations de portée générale pouvant présenter un intérêt pour d'autres pays intéressés par la facilitation d'échanges commerciaux respectant la sécurité sanitaire. Une nouvelle note de synthèse du STDF⁷ s'appuie sur les conclusions du rapport consacré à l'Afrique australe, ainsi que sur des recherches similaires financées par le STDF en Asie du Sud-Est. Elle souligne les possibilités d'améliorer la mise en œuvre des mesures SPS de manière à favoriser un commerce sûr, tout en réduisant au minimum les coûts de transaction, sur la base de l'Accord SPS.

3.2. Les conclusions et les recommandations des travaux du STDF sur la mise en œuvre d'un commerce sûr correspondent à celles du programme de travail 2014-2015 relatif à l'Aide pour le commerce, intitulé "Réduire les coûts du commerce pour une croissance durable et inclusive", qui réitère que des coûts du commerce élevés empêchent de nombreux pays en développement d'exploiter pleinement leur potentiel de commerce et de développement. Les coûts du commerce restent particulièrement élevés dans certains secteurs cruciaux où la croissance se traduit par des effets importants de réduction de la pauvreté, notamment dans le secteur agricole. Le nouveau programme de travail concernant l'Aide pour le commerce pour 2016-2017 aura pour objectif de "promouvoir la connectivité" et continuera d'exploiter les conclusions du programme de travail 2014-2015. Des renseignements complémentaires sont disponibles sur le site Web de l'OMC.⁸

4 CERTIFICATION ÉLECTRONIQUE DANS LE DOMAINE SPS

4.1. Le STDF organisera un séminaire d'information sur la certification SPS par voie électronique le **mardi 5 juillet 2016** au siège de l'OMC à Genève, qui coïncidera avec la réunion du Comité SPS de l'OMC. Le principal objectif consistera à échanger des renseignements et des expériences concernant l'utilisation de la certification électronique⁹ dans le domaine SPS, et notamment à identifier les principales difficultés et possibilités pour les pays en développement. Le séminaire sera ouvert à tous les délégués SPS, à d'autres fonctionnaires chargés du commerce et du développement, ainsi qu'aux personnes travaillant dans le domaine de la certification. Des renseignements sur le séminaire, notamment un programme détaillé et des renseignements sur l'inscription, seront disponibles les prochaines semaines sur le site Web du STDF (<http://standardsfacility.org/fr>).

⁴ Voir: <http://www.standardsfacility.org>.

⁵ Voir: http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Briefing_No11_PIMA_EN.pdf.

⁶ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/facilitation-du-commerce>.

⁷ Voir: http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Briefing_No10_EN_web.pdf.

⁸ Voir: https://www.wto.org/french/tratop_f/devel_f/a4t_f/aid4trade_f.htm.

⁹ Les exposés présentés sur ce sujet à la réunion d'octobre 2015 du Groupe de travail du STDF sont consultables à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/facilitation-du-commerce>.

5 ANALYSE CONJOINTE CIR/STDF SUR LES QUESTIONS SPS DANS LES EDIC

5.1. Le STDF et le Secrétariat du Cadre intégré renforcé (CIR)¹⁰ ont entrepris une étude conjointe dans laquelle ils analysent la manière dont les questions SPS sont traitées dans les études diagnostiques du CIR sur l'intégration du commerce (EDIC)¹¹ et ils définissent les bonnes pratiques pour les futures études et leur mise en œuvre. Il en ressort un certain nombre de bonnes pratiques et d'enseignements qui guideront l'analyse SPS dans les prochains rapports et processus relatifs aux EDIC. En premier lieu, que ce soit pour l'élaboration ou pour le suivi des rapports sur les EDIC, le Secrétariat du CIR souhaitera peut-être explorer des méthodes plus systématiques de collaboration avec les organismes internationaux de normalisation, ainsi qu'avec les organisations ou programmes jouant un rôle spécifique dans le renforcement des capacités SPS. L'étude devrait être disponible sur le site Web du STDF d'ici à la mi-avril 2016.

6 ÉLABORATION DES PROJETS

6.1. Le STDF dispense des conseils et un soutien aux requérants sur les questions liées à l'élaboration des projets dans le domaine SPS et finance des DEP. Des DEP pouvant aller normalement jusqu'à 50 000 dollars EU sont disponibles pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. Ces dons peuvent être demandés aux fins suivantes: i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et iii) élaboration de propositions de projets susceptibles d'être financées par d'autres donateurs ou par le STDF.

6.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé **70 DEP** au total. Des renseignements concernant les DEP en cours et passés sont disponibles sur le site Web du STDF.¹² Le Groupe de travail du STDF pourra accepter de financer d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 14 et 15 mars 2016.

7 MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

7.1. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'un œil favorable les projets mettant l'accent sur: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) les approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iii) la mise en œuvre d'approches collaboratives englobant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale, la préservation des végétaux et le commerce.

7.2. Les bénéficiaires doivent contribuer au projet avec leurs propres moyens, soit par une mise de fonds, soit par des contributions en nature telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs déjà existants.

7.3. Depuis sa création, le STDF a approuvé le financement de **75 projets** au total. Des renseignements concernant les dons pour la réalisation de projets (DRP) en cours et achevés sont disponibles sur le site Web du STDF.¹³ Le Groupe de travail du STDF pourra accepter de financer d'autres projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 14 et 15 mars 2016, en fonction des ressources disponibles dans le fonds d'affectation spéciale du STDF.

7.4. L'annexe 1 contient un aperçu des projets et des DEP du STDF en cours. Depuis sa création, le STDF a consacré 54% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1. Il atteint donc régulièrement son

¹⁰ Le CIR est un programme de renforcement des capacités destiné aux pays les moins avancés (PMA). Pour de plus amples renseignements, voir: <http://www.enhancedif.org/fr/about/how-does-it-work>.

¹¹ L'EDIC est la pierre angulaire des activités du CIR dans les PMA s'agissant de l'intégration et de l'incorporation du commerce dans les plans nationaux de développement. Elle constitue la base de toutes les interventions ultérieures et établit les priorités pour atteindre les objectifs en matière d'expansion du commerce dans un pays donné.

¹² Voir: <http://www.standardsfacility.org/projectpreparationgrants>.

¹³ Voir: <http://www.standardsfacility.org/projectgrants>.

objectif, qui est de consacrer au moins 40% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et aux APFR. En particulier, la part des ressources destinées aux DEP attribuée aux PMA et aux APFR reste élevée (74% du budget global consacré aux DEP).

Figure 1: Projets du STDF et DEP (\$EU)

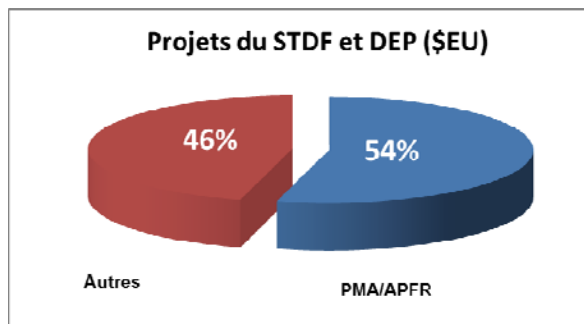
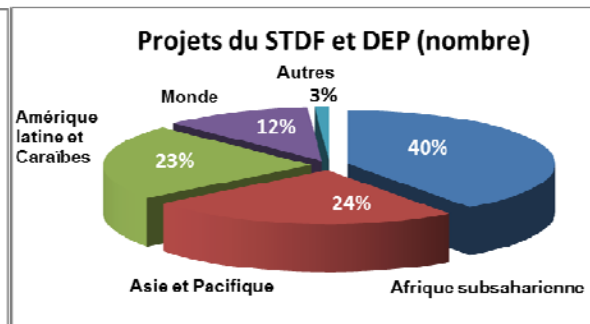


Figure 2: Projets du STDF et DEP (nombre)



7.5. La figure 2 ci-dessus montre que 50% du total des projets du STDF et des DEP sont consacrés à l'Afrique subsaharienne, 20% à l'Asie et 17% à l'Amérique latine et aux Caraïbes. En outre, 11% des projets du STDF et des DEP peuvent être classés comme mondiaux.

7.6. Les demandes de financement par le STDF peuvent être présentées à tout moment de l'année mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette occasion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **19 juillet 2016**. De plus amples renseignements sur les critères d'admissibilité, les formulaires de candidature, etc., sont disponibles sur le site Web du STDF.

Étapes qu'il est recommandé de suivre lorsqu'un financement par le STDF de DRP ou de DEP est demandé:

1. Ouvrez notre page Internet consacrée aux DEP à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants> et notre page sur les DRP à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/projectgrants> pour voir des exemples de projets antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes de financement: http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote_fr.pdf.
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/votre région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive de votre projet éventuel à l'adresse suivante: STDFSecretariat@wto.org, pour obtenir en retour des informations sur son admissibilité et ses probabilités de financement.
5. Remplissez un formulaire de candidature, disponible à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/formulaires-de-demande>; et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

ANNEXE 1

APERÇU DES PROJETS ET DES DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS DU STDF EN COURS

PROJETS

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PG/242	Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores	Comores	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	17 septembre 2012	16 septembre 2016	1 033 673 \$
STDF/PG/303	Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne	Bénin, Cameroun, Nigéria, Mali	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 ^{er} avril 2014	31 mars 2017	1 063 708 \$
STDF/PG/316	Renforcement du contrôle phytosanitaire et des services de diagnostic en Azerbaïdjan	Azerbaïdjan	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 ^{er} septembre 2014	28 février 2017	1 000 000 \$
STDF/PG/321	Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh	Bangladesh	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 ^{er} avril 2012	30 juin 2016	568 750 \$
STDF/PG/329	Renforcement des capacités SPS pour les exportations de gingembre grâce à un partenariat public-privé au Népal	Népal (cofinancé avec le CIR)	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	7 juin 2012	6 septembre 2015 (en attente du rapport final de projet)	412 629 \$
STDF/PG/337	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN	États membres de l'ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)	1 ^{er} décembre 2012	30 novembre 2016	607 000 \$
STDF/PG/343	Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka	Sri Lanka	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	1 ^{er} juillet 2012	30 avril 2016	630 000 \$
STDF/PG/344	Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine	Amérique centrale, République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	1 ^{er} juillet 2012	30 juin 2016	905 225 \$
STDF/PG/345	Programme pour la sécurité alimentaire humaine et animale en Amérique latine et dans les Caraïbes	Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay	Association latino-américaine des fabricants d'aliments pour animaux (FEEDLATINA)	15 février 2014	14 février 2017	991 100 \$
STDF/PG/346	Élimination des obstacles, facilitation des échanges entre les États membres du COMESA	Membres du COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	1 ^{er} novembre 2014	31 octobre 2017	902 690 \$
STDF/PG/350	Manuels phytosanitaires généraux, procédures normalisées et kits de formation	Côte d'Ivoire, Jamaïque, Malaisie, Soudan	Convention internationale pour la protection des végétaux (FAO-CIPV)	1 ^{er} février 2012	31 juillet 2015 (en attente du rapport final de projet)	600 000 \$

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PG/354	Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes à Sri Lanka	Sri Lanka	Centre du commerce international (ITC)	1 ^{er} mars 2013	28 février 2016	562 484 \$
STDF/PG/359	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique	Bénin, Cameroun, Ghana, Kenya, Mali, Sénégal, Tanzanie, Ouganda, Zambie	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)	1 ^{er} mai 2013	30 avril 2017	446 150 \$
STDF/PG/381	CocoaSafe: renforcement des capacités et partage des connaissances dans le domaine SPS pour le secteur du cacao en Asie du Sud-Est	Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée	Organisation internationale du cacao (OIC)	1 ^{er} novembre 2013	30 avril 2016	604 491 \$
STDF/PG/401	Formation de facilitateurs de l'évaluation des capacités phytosanitaires	Pays en développement	Convention internationale pour la protection des végétaux (FAO-CIPV)	1 ^{er} avril 2014	30 septembre 2016	655 436 \$
STDF/PG/432	Évaluation de l'impact sur le commerce et la protection régionale des végétaux de systèmes d'information simplifiés pour la surveillance et le signalement des organismes nuisibles (pays d'Asie-Pacifique)	Pays d'Asie-Pacifique	Département australien de l'agriculture et des ressources en eau	À déterminer	À déterminer	997 595 \$
STDF/PG/436	Renforcement de la capacité régionale de l'Amérique latine de se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides	Bolivie, État plurinational de; Colombie; Costa Rica; El Salvador; Équateur; Guatemala; Honduras; Nicaragua; Panama; Pérou; République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	1 ^{er} octobre 2013	30 septembre 2016	346 450 \$
STDF/PG/460	Mise en œuvre de la NIMP n° 15	Botswana, Cameroun, Kenya, Mozambique	Institut international d'études sociales (ISS) - Université Erasmus de Rotterdam	1 ^{er} février 2015	31 janvier 2017	285 159 \$

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PG/486	Amélioration de la sécurité sanitaire des aliments et de la conformité aux mesures SPS afin d'accroître les revenus d'exportation de la chaîne de valeur des graines oléagineuses au Myanmar	Myanmar	Centre du commerce international (ITC)	17 août 2015	16 août 2018	736 671 \$
STDF/PG/489	Assistance technique dans le domaine SPS et en faveur de la chaîne de valeur afin d'améliorer l'accès aux marchés pour les pêcheries artisanales et de petite taille en Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Sénégal	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	1 ^{er} septembre 2015	31 août 2017	910 714 \$
STDF/PG/495	Accréditation des tests de diagnostic en laboratoire pour les maladies animales dans les pays membres de l'OIRSA	Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine	Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA)	À déterminer	À déterminer	793 300 \$
STDF/PG/502	Renforcement régional pour la mise en œuvre des mesures phytosanitaires et l'accès aux marchés dans les pays membres du COSAVE	Argentine; Bolivie, État plurinational de; Brésil; Chili; Paraguay; Pérou; Uruguay	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	1 ^{er} novembre 2015	31 octobre 2018	985 700 \$
STDF/PG/504	Facilitation du commerce électronique au niveau mondial: renforcer la sûreté du commerce des plantes et des produits d'origine végétale grâce à l'innovation (e-phyto)	Monde	Convention internationale pour la protection des végétaux (FAO-CIPV)	À déterminer	À déterminer	1 000 000 de \$
STDF/PG/515	Traçabilité de la filière du miel au Guatemala	Guatemala	Direction de la sécurité sanitaire des produits alimentaires – Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA) du Guatemala	15 décembre 2015	14 décembre 2017	45 400 \$

DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP)

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PPG/375	Élaboration d'un projet pour la mise en place d'une stratégie nationale dans le domaine SPS au Togo	Togo	À déterminer	À déterminer	À déterminer	38 000 \$
STDF/PPG/379	Promouvoir la participation effective des États membres de la SADC au Comité SPS de l'OMC	États membres de la SADC	Kevin Walker (consultant)	15 juillet 2013	À approuver	25 000 \$
STDF/PPG/392	Intégration des questions SPS en Sierra Leone: une approche globale de la chaîne alimentaire pour développer le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires	Sierra Leone	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 ^{er} novembre 2013	À approuver	39 000 \$
STDF/PPG/404	Renforcement de la capacité d'indexage des virus présents dans le matériel végétal au Malawi	Malawi	Département de la recherche agricole (DARS) - Malawi	1 ^{er} novembre 2013	À approuver	18 701 \$
STDF/PPG/431	Gestion de l'aflatoxine dans le piment au Pakistan	Pakistan	Conseil pakistanais de la recherche agricole (PARC)	1 ^{er} mai 2015	30 avril 2016	34 000 \$
STDF/PPG/435	Renforcement du respect des prescriptions SPS dans la production de sésame au Soudan en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux	Soudan	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	1 ^{er} juin 2015	31 mars 2016	50 000 \$
STDF/PPG/447	Élaboration d'une proposition de projet pour répondre aux besoins en capacités SPS, en mettant l'accent sur le système national de sécurité sanitaire des produits alimentaires du Tadjikistan	Tadjikistan	Centre du commerce international (ITC)	1 ^{er} octobre 2015	30 septembre 2016	40 600 \$
STDF/PPG/453	Renforcement des capacités et simplification des mécanismes d'appui en vue d'harmoniser la certification dans le domaine de l'aquaculture	États membres de l'ASEAN	Réseau des centres d'aquaculture d'Asie et du Pacifique (NACA)	1 ^{er} juin 2014	À approuver	48 000 \$
STDF/PPG/477	Amélioration des capacités sanitaires et facilitation des exportations de bétail et de produits de l'élevage en Éthiopie	Éthiopie	Ministère de l'agriculture, Département du développement de l'élevage, Direction des services vétérinaires	11 mai 2015	À approuver	37 500 \$
STDF/PPG/481	Renforcer les capacités phytosanitaires dans le secteur horticole en Zambie	Zambie	Ruth Frampton (consultant)	1 ^{er} novembre 2015	30 avril 2016	31 380 \$

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PPG/516	Analyse coût-avantages de la création d'une zone ou d'un compartiment indemne de fièvre aphteuse en Tanzanie	Tanzanie	À déterminer	À déterminer	À déterminer	50 000 \$
STDF/PPG/534	Élaboration d'une proposition de projet pour développer la traçabilité et l'identification du bétail en Mongolie	Mongolie	À déterminer	À déterminer	À déterminer	49 750 \$
STDF/PPG/535	Répercussions de l'assistance technique axée sur l'exportation dans le domaine SPS sur la situation nationale en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires	Monde	À déterminer	À déterminer	À déterminer	75 000 \$